

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Collectivités territoriale

### Djougou ouvre le débat d'orientation budgétaire a eu lieu

Conformément aux dispositions de l'article 68 de la loi n°2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'administration ... • (Page 11)

## Insertion socio-économique

### L'UEMOA lance un programme régional de formation professionnelle

Le manque de qualifications nécessaires à une insertion socio-économique demeure un défi en Afrique ... • (Page 03)

## Transactions financières dans l'Uemoa

• (Page 03)

# Le coût du crédit bancaire au Bénin augmenté de 7,28%



## Education

### Le projet SWEDD-Bénin forme 1.200 adolescentes et filles jeunes déscolarisées

Le Gouvernement du Bénin poursuit la mise en œuvre du volet social de son programme d'actions 2021-2026 ... • (Page 11)

## Fret aérien en Afrique

### Les 10 aéroports les plus fréquentés en 2021

En 2021, 2,15 millions de tonnes de fret ont transité par les aéroports africains, selon le récent rapport du Conseil international des aéroports (ACI) ... • (Page 04)

## Produits alimentaires

### 5<sup>e</sup> mois consécutif de baisse des prix

Le nouveau rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) le vendredi 02 septembre 2022 indique que le baromètre des prix mondiaux des denrées alimentaires a fléchi pour le cinquième ... • (Page 04)

## Fintech africaines

### Les chiffres d'affaires octuplés d'ici 2025, selon McKinsey

En pleine expansion sur le continent africain, le numérique devrait permettre aux fintech africaines de multiplier par huit (08) leurs chiffres ... • (Page 11)

## Répertoire des prix de référence au Bénin

• (Page 02)

# La 16<sup>ème</sup> édition lancée avec une série d'innovations



Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

Azalaï Hôtel - Cotonou ☆ **1er FORUM DE L'ECONOMISTE** ☆ 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central : Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne

Au Programme : Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinctions de partenaires



(+229) 97096417 / (+229) 60917800 / www.leconomistebenin.com



## Répertoire des prix de référence au Bénin

### La 16<sup>ème</sup> édition lancée avec une série d'innovations

Edité depuis 2007 au Bénin, le répertoire des prix de référence a enregistré, vendredi 02 septembre 2022 à Cotonou, la publication de sa 16<sup>ème</sup> édition qui prend en compte plusieurs innovations pour une gestion plus efficace des ressources publiques.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Instauré en vue de faciliter la planification et la programmation des dépenses publiques, de fiabiliser les prévisions budgétaires, de garantir la qualité des commandes et la sincérité de leurs coûts, le nouveau format du répertoire des prix de référence est désormais disponible pour la préparation et l'élaboration des projets de dépenses publiques au titre du budget 2023. Pour la 16<sup>ème</sup> édition de ce document qui a été lancée vendredi dernier en présence des différents acteurs de la chaîne de la commande publique, et qui comporte 7561 articles répartis dans 17 catégories, plusieurs innovations ont été présentées. Il s'agit entre autres de : l'intégration des articles de fabrication artisanale dans la famille des mobiliers de bureau pour stimuler le consommateur local et bonifier le PIB ; le toilettage des familles de matériels réseaux qui tiennent compte des besoins réels de l'administration ; l'apurement des familles onduleurs et régulateurs dans les catégories génie-civil, génie-électrique et infrastructures routières ; la catégorisation des matériels informatiques qui tient compte des spécifications techniques pointues par profil d'utilisateur garantissant la commande des articles authentiques ; la refonte de la famille vidéo projecteur suivant les besoins de l'administration et enfin la suppression des sous-catégories médicament et réactifs, produits



• Remise de la nouvelle édition aux responsables sectoriels

consommables au profit du référentiel de la SO-BaP SA ; l'élaboration du guide de choix des équipements électriques, etc. A en croire le Directeur national du contrôle des marchés publics (DNCMP), Eric Georges Yétongnon, ces réformes sont de nature à impacter la gestion publique. Saisissant l'occasion, il a, d'ailleurs, rappelé que « Grâce au principe d'homologation, nous avons réussi à faire économiser à l'Etat plus de 2 milliards FCFA ». Dans son adresse, le Directeur national du contrôle financier (DNCF), tout en rappelant l'historique et l'utilité du répertoire des références, a indiqué : « Le répertoire des prix de référence n'est plus seulement un outil d'encadrement des marchés mais ça devient un outil de planification (...) Le répertoire de prix sert de base de données pour le nouveau système, le Système de costing par la référence (SYCOREF) qui permet aux différentes structures d'estimer réellement leurs besoins pour les années à venir, (...) Utiliser ce document, est

signe de patriotisme. ». C'est alors que va intervenir le Directeur de cabinet du ministère de l'économie et des finances, Hermann Orou Takou, Représentant du ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances. Reconnaisant les mérites des acteurs qui ont contribué à la publication du répertoire des prix de référence, « ce document sert de référence dans l'estimation des prix de commande publique lors de la planification, de la programmation de dépense publique. Il est le socle de notre système de costing pour le référencement pour une évaluation financière des besoins de notre administration en vue d'assurer une certaine qualité de la sincérité des prix », va-t-il assuré, avant d'inviter les membres de l'administration publique à en faire leur bible dans la commande publique.

Du reste, il est à noter que le répertoire des prix de référence est un document qui retrace les produits couramment utilisés par l'Administration publique avec des indications de prix.

## AUX DECIDEURS... Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs. Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

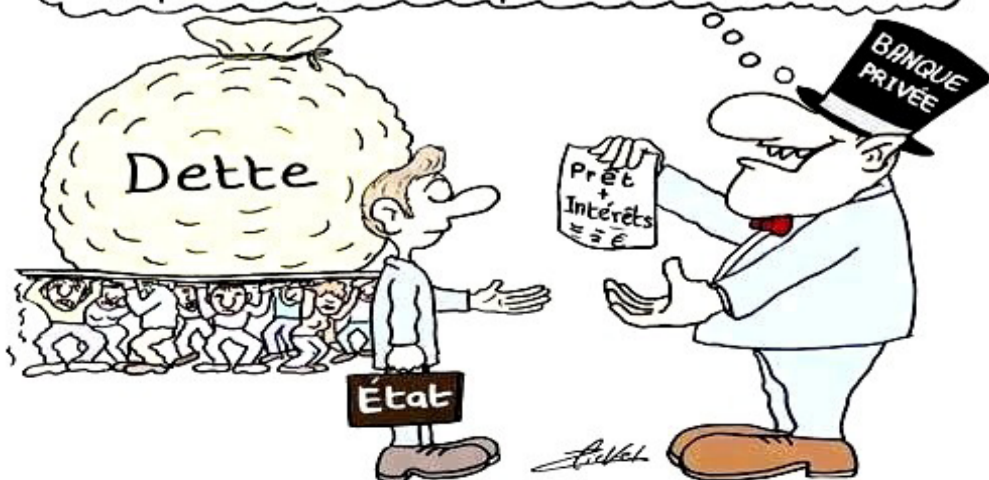
Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrite nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour

L'incroyable escroquerie

Je prête du virtuel pour récolter du réel.



## Eco secret

### Guinée : La Chine détient 70 % de la dette publique

L'annonce le 18 août 2022 par le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, de l'annulation de la dette en faveur de 17 pays africains a été accueillie avec espoir à Conakry par le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) qui fêtera, le 5 septembre prochain, le premier anniversaire de son coup d'Etat. Si la promesse de l'Empire du Milieu se concrétisait, le profil de l'endettement de la Guinée va s'améliorer fortement et fondre de 32% puisque, selon les statistiques officielles, Pékin détient 70,3% de la dette extérieure du pays. Sous le professeur Alpha Condé, la Guinée....



## Transactions financières dans l'Uemoa

## Le coût du crédit bancaire au Bénin augmenté de 7,28%

La note de conjoncture économique d'août 2022 de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) indique qu'au Bénin, le coût du crédit bancaire, c'est-à-dire le taux moyen débiteur appliqué aux crédits, a connu une augmentation en juin 2022.

• Abdul Wahab ADO

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent que dans l'Union économique et monétaire ouest africaine le coût du crédit bancaire a augmenté au Bénin (7,28% contre 6,59%), au Niger (9,00% contre 8,60%), au Sénégal (5,87% contre 5,62%), au Togo (7,34% contre 7,11%) et au Burkina (7,00% contre 6,91%). En revanche, des baisses sont notées en Guinée-Bissau (9,12% contre 10,04%), au Mali (7,28% contre 7,36%) et en Côte d'Ivoire (5,81% contre 5,86%). La note de conjoncture économique d'août de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest montre donc la bonne marche dans les entreprises et chez les particuliers dans l'Union. Si le coût du crédit bancaire a

enregistré des progrès, les taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme se sont améliorés de 12 pdb pour s'établir à 5,25%, contre 5,13% un mois plus tôt et 5,28% une année auparavant. Par pays, un accroissement de la rémunération des dépôts est noté en Guinée-Bissau (4,92% contre 4,32%), au Niger (6,51% contre 6,10%), en Côte d'Ivoire (4,74% contre 4,34%), au Sénégal (5,71% contre 5,39%), au Burkina (5,81% contre 5,56%), au Mali (5,29% contre 5,22%) et au Togo (5,57% contre 5,50%). Par contre, une baisse de la rémunération des dépôts est relevée au Bénin (4,99% contre 5,20%).

#### Que retenir du coût du crédit bancaire ?

Le coût du crédit correspond aux intérêts financiers et aux frais de dossier qu'un



emprunteur doit à un créancier suite à une souscription d'un prêt d'argent. Le coût du crédit bancaire représente le taux moyen débiteur appliqué aux crédits. C'est la somme des charges

supportées par la banque avant de pouvoir mettre en place le crédit à commencer par le coût des ressources mobilisées (dépôts à vue et DAT), les charges d'exploitation et la marge bénéfici-

ciaire de la banque.

A titre d'exemple, lorsqu'une banque prête à un particulier ou à une entreprise, elle prend un risque mesuré, notamment concernant le taux d'infla-

tion futur, si le taux du crédit est fixe. Mais les coûts du crédit couvrent également les frais de dossier, les assurances et garanties, ainsi que ses propres frais de personnel et de gestion. Cela engendre un certain nombre de coûts, qui affecteront directement le coût du crédit consenti. Pour l'emprunteur, le coût du crédit représentera la somme réelle qu'il aura déboursée, en plus du capital emprunté. Un échéancier est adressé à l'emprunteur afin qu'il puisse prévoir le paiement de chaque mensualité ou échéance. Le coût global du crédit inclut généralement le taux d'intérêt appliqué, les frais de dossier et l'assurance de prêt. Dans le coût du crédit, il faut ajouter, parfois, les frais de notaire, les frais d'inscription hypothécaire et l'assurance de cautionnement. Si un emprunteur passe par un courtier, il faudra également ajouter les frais de courtage.

## Insertion socio-économique

# L'UEMOA lance un programme régional de formation professionnelle

Le manque de qualifications nécessaires à une insertion socio-économique demeure un défi en Afrique de l'Ouest. Entre la faiblesse des systèmes éducatifs, l'insécurité et la forte croissance démographique, la sous-région peine à former des compétences en accord avec leurs besoins de croissance. La Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a lancé le jeudi 1er septembre à Ouagadougou, au Burkina Faso, le Programme régional de formation profes-

sionnelle (PROFOR) mis en œuvre grâce à la coopération suisse et étendu au Tchad. Ce programme vise à augmenter l'employabilité dans la sous-région par la promotion de dispositifs de formation professionnelle efficaces et adaptés aux besoins des économies des Etats concernés.

« Le sous-secteur de la formation professionnelle dans nos différents pays souffre d'un faible niveau de pilotage institutionnel et d'une inadéquation des ressources nécessaires pour booster la qualification des



jeunes et des femmes en quête d'emploi », a déclaré le directeur de cabinet représentant le ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi du Burkina Faso. Grâce au PROFOR, il est attendu que des plateformes

nationales de gestion des ressources de formation soient opérationnelles dans tous les pays de l'UEMOA et au Tchad et que des supports de formation de 24 métiers porteurs soient mutualisés dans ces pays.

Il est également prévu que soit ouvert dans chacun des pays un centre de formation professionnelle calqué sous le modèle du système éducatif helvétique, qualifié de « formation duale », et qui accorde un plus grand intérêt à l'apprentissage au sein des entreprises. Ce modèle suisse est déjà en expérimentation au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Les pays de l'UEMOA et le Tchad font face à de nombreux défis dont une croissance démographique forte, un taux de chômage et de sous-emploi des jeunes élevé (70%),

des systèmes éducatifs et de formation faibles et un taux d'analphabétisme important chez les jeunes. A ces difficultés s'ajoutent des défis sécuritaires liés aux attaques des groupes armés, dont l'extension est notamment facilitée par le manque de possibilités d'insertion socio-économique des jeunes. Notons que le PROFOR est à sa première phase qui s'étendra jusqu'à 2024. Il bénéficie d'un financement global de 15,4 millions de dollars.

Source externe

## Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Densité de la population	100,17 hbts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2015	Référentiel		
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Economie	Valeur	Sources
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2019
			Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
			Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
			Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)



## Produits alimentaires

5<sup>e</sup> mois consécutif de baisse des prix

Le nouveau rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) le vendredi 02 septembre 2022 indique que le baromètre des prix mondiaux des denrées alimentaires a fléchi pour le cinquième mois consécutif en août, car les cours de la plupart des produits de référence ont baissé. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a enregistré un recul de 1,9 pour cent, tandis que les nouvelles prévisions de l'institution onusienne indiquent un recul de la production mondiale de céréales en 2022.

• Falco VIGNON

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont baissé pour le cinquième mois de suite en août. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 138,0 points en août, soit une baisse de 1,9 pour cent par rapport au mois de juillet, mais reste à un niveau supérieur de 7,9 pour cent à sa valeur d'il y a un an. L'Indice suit l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires couramment échangés. L'Indice FAO des prix des céréales a reculé de 1,4 pour cent par rapport au mois précédent, principalement en raison d'une baisse de 5,1 pour cent des prix internationaux du blé due à l'amélioration des perspectives de production en Amérique du Nord et en Fédération de Russie, ainsi qu'à la reprise des exportations en partance des ports ukrainiens de la mer Noire. Les prix du riz sont globalement restés stables pendant le mois, tandis que les cours des céréales secondaires

ont légèrement progressé, de 0,2 pour cent, car le raffermissement des prix mondiaux du maïs dû aux conditions de culture chaudes et sèches dans l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique a été compensé par le fléchissement des prix de l'orge et du sorgho. L'Indice FAO des prix des huiles végétales a reculé de 3,3 pour cent par rapport à juillet et s'est établi à un niveau légèrement en dessous de celui d'août 2021. Les prix mondiaux de l'huile de soja ont augmenté modérément sur fond de craintes quant aux répercussions des conditions météorologiques défavorables sur la production aux États-Unis d'Amérique, mais ces gains ont été plus que contrebalancés par le tassement des cours des huiles de palme, de tournesol et de colza, qui s'explique par un accroissement des disponibilités exportables en Indonésie dû à la baisse des taxes sur les exportations et par la reprise progressive des expéditions d'huile de tournesol dans les ports de l'Ukraine. L'Indice FAO des prix des produits laitiers a perdu 2,0



pour cent en août, mais affiche encore une valeur supérieure de 23,5 pour cent à celle d'août 2021. Les prix mondiaux du fromage ont enregistré leur dixième hausse mensuelle consécutive, tandis que ceux du lait se sont affaiblis dans un contexte d'augmentation de l'offre en provenance de Nouvelle-Zélande, malgré une baisse de la production en Europe occidentale et aux États-Unis d'Amérique. L'Indice FAO des prix de la viande a fléchi de 1,5 pour cent par rapport à juillet, mais il est encore en hausse de 8,2 pour cent par rapport à sa valeur d'il

ya un an. Les cours internationaux de la volaille ont baissé en août, dans un contexte de disponibilités exportables abondantes au niveau mondial, tandis que les prix de la viande bovine ont baissé en raison d'une demande intérieure faible dans certains des principaux pays exportateurs. Les cours de la viande porcine ont, quant à eux, progressé. L'Indice FAO des prix du sucre a reculé de 2,1 pour cent et est ainsi tombé à son niveau le plus bas depuis juillet 2021, principalement sous l'effet du relèvement du plafond des exportations en Inde et de la baisse des

prix de l'éthanol au Brésil.

#### Dégradation des perspectives concernant la production de céréales en 2022

La FAO a également publié aujourd'hui des prévisions actualisées concernant la production de céréales en 2022, qui présentent des perspectives sensiblement revues à la baisse. La production mondiale de céréales devrait baisser de 38,9 millions de tonnes, soit 1,4 pour cent, par rapport à l'année précédente, selon le nouveau Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales. La plus grande partie de cette révision à la baisse est à mettre au compte des céréales secondaires. En effet, on prévoit une baisse de 16 pour cent des rendements du maïs dans l'Union européenne par rapport à la moyenne quinquennale, compte tenu des conditions météorologiques exceptionnellement chaudes et sèches. En revanche, la FAO a relevé ses prévisions concernant la production mondiale de blé par rapport au dernier rapport de juillet,

lesquelles ont été portées à 777 millions de tonnes (soit une baisse négligeable par rapport à 2021) au vu de la récolte record attendue en Fédération de Russie et des conditions météorologiques favorables en Amérique du Nord. La production mondiale de riz devrait reculer de 2,1 pour cent par rapport à son niveau record atteint en 2021. L'utilisation mondiale de céréales en 2022-2023 devrait atteindre 2 792 millions de tonnes, tandis que les stocks mondiaux de céréales à la clôture des campagnes de 2023 devraient se contracter de 2,1 pour cent et s'établir à 845 millions de tonnes. Le rapport stocks/utilisation de céréales au niveau mondial devrait donc légèrement reculer et s'établir à 29,5 pour cent (contre 30,9 pour cent en 2021-2022), un niveau encore relativement élevé du point de vue historique, selon la FAO. Les échanges mondiaux de céréales devraient fléchir de 1,9 pour cent en 2022-2023 (juillet-juin) par rapport à la période précédente et atteindre 469,6 millions de tonnes.

## Fret aérien en Afrique

## Les 10 aéroports les plus fréquentés en 2021

En 2021, 2,15 millions de tonnes de fret ont transité par les aéroports africains, selon le récent rapport du Conseil international des aéroports (ACI)-Africa publié en août 2022. Avec 363 204 tonnes de fret, l'aéroport international Jomo Kenyatta de Nairobi (JKIA) a été sacré champion pour l'édition 2021.

• Issa SIKITI DA SILVA

Le rapport révèle que ces chiffres représentent environ 1,7% du volume de fret mondial et une augmentation de 11,6 % par rapport à 2020, sur fond de la reprise du secteur à la suite de la pandémie dévastatrice de COVID-19.

JKIA, l'aéroport le plus fréquenté de l'Afrique de l'Est et plaque tournante de Kenya Airways, est suivi de l'aéroport international du Caire, en Égypte, avec 333 536 tonnes de marchandises affrétées.

Le top 10 de cette liste comprend également trois aéroports de l'Afrique de l'Ouest, à savoir le Murtala Muhammed Airport 2



de Lagos (5ème, 204,649), le Kotoka International Airport d'Accra (8ème, 46 699 tonnes) et l'aéroport international Blaise Diagne du Sénégal (9ème, 37 225 tonnes). Le rapport

de l'ACI classe OR Tambo International Airport de Johannesburg et Addis Ababa Bole International Airport (Éthiopie) troisième et quatrième, respectivement, avec 304 018 tonnes et 226

417 tonnes.

En Ouganda, 65 115 tonnes de marchandises ont été transitées par l'aéroport international d'Entebbe, ce qui lui confère la sixième place. A Casablanca, au Maroc, l'aéroport Mohammed V, émerge en 7ème position avec 64 373 tonnes de fret. Enfin, le Cape Town International Airport clôture la liste de ces 10 hubs de fret du continent africain.

#### Trafic de passagers

Le Secrétaire général d'ACI Africa, Ali Tounsi, a exprimé son optimisme à propos de la relance du secteur aérien du continent, dont l'amélioration impressionnante des performances

des aéroports dans les trois indicateurs de trafic (passagers, avions et fret).

Selon le rapport d'ACI Afrique, en 2021, 114,8 millions de passagers ont transité par les aéroports africains, ce qui représentait 2,5% du trafic mondial de passagers. Notamment, l'aéroport international du Caire en Égypte était en tête du peloton au cours de cette période, enregistrant plus de 11,3 millions de passagers. Il était suivi de près par OR Tambo de Johannesburg, avec 8,2 millions de passagers.

Quant au volume des vols domestiques, il était dominé par OR Tambo de Johannesburg, talonné par l'aéroport international Nnamdi Azikiwe (Nigeria) et le Cape Town Internatio-

nal Airport de l'Afrique du Sud, avec un mouvement de 6, 4,8 et 4,2 millions de passagers, respectivement.

Il y a eu 2,1 millions de mouvements d'avions à travers les aéroports africains en 2021, ce qui représente 2,9% du mouvement mondial d'aéronefs (73,6 millions) et une croissance de 38% par rapport à 2020.

« Je suis ravi de voir des chiffres aussi impressionnants répertoriés dans nos aéroports. Ce rapport démontre que le processus de reprise porte ses fruits et complète également les mesures prises par le secteur pour s'assurer que nous revenons là où nous étions avant la pandémie », a déclaré Ali Tounsi dans un communiqué.

# Indicateurs économiques du Bénin

## Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

## Investissement

### Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics



## Consommation

# La flambée des prix de l'énergie se poursuit

L'inflation est particulièrement virulente en France ces derniers mois. Mais elle ne touche pas toutes les régions équitablement. En outre-mer, dont l'approvisionnement dépend de l'aviation et du fret maritime, la flambée des prix de l'énergie est encore plus explosive que dans l'Hexagone. En Nouvelle-Calédonie, alors que le coût de la vie est déjà supérieur d'environ 30 % à celui de la métropole, les prix ont par exemple augmenté de 18,6 % pour l'énergie et de 5,6 % pour l'alimentation, selon les chiffres de l'Isée (Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie). Président de la CPME dans ce territoire du Pacifique sud, Yann Lucien est inquiet des conséquences de cette inflation sur les entreprises les plus fragiles.

### Naufrages en série pour les entreprises

« Des entreprises, qui étaient déjà en difficulté, auraient pu se relancer grâce aux PGE (prêts garantis par l'État) contractés lors de la crise sanitaire mais elles n'y arrivent pas à cause des impacts de la guerre en Ukraine. Toutes ces boîtes qui étaient sur la tangente partent en liquidation ou en redressement », témoigne-t-il. Malgré un accord sur les carburants avec des importateurs, les syndicats des rouleurs (petits entrepreneurs qui transportent le minerai de nickel pour le compte des compagnies minières) et du BTP ont bloqué pendant trois jours les dépôts de carburant de Nouméa mi-août pour protester contre la hausse des prix du gasoil, qui, estiment-ils, menace



leur activité.

### Des vols en "promo permanente"

En Polynésie française, le PDG d'Air Tahiti Nui, Michel Monvoisin, constate également qu'avec l'inflation, « ce n'est pas rentable pour les compagnies de voler vers la Polynésie. Soit des compagnies vont s'arrêter, soit elles feront des pertes ». Alors que le carburant représente déjà 30 % des charges, ces compagnies ne peuvent pas augmenter les prix car « il y a une surcapacité aérienne vers la Polynésie » et elles sont plutôt « en promotion permanente » pour remplir leurs avions. En Guyane, où l'économie « est tributaire de la commande publique », la Chambre de commerce et d'industrie de la Guyane (CCIG) demande pour sa part « que l'inflation soit prise en compte dans les marchés déjà faits, signés, avant la hausse des prix », indique sa présidente Carine Sinaï-Bossou.

### Taux de pauvreté et prix à la pompe

Car « au moment où les marchés publics ont été déposés, notifiés, il y avait moins d'inflation et les chefs d'entreprise qui les ont remportés ne peuvent plus y répondre à ce prix-là aujourd'hui », explique-t-elle. Les particuliers souffrent également de cette hausse des coûts du carburant dans les outre-mer. Pour com-

battre la hausse des prix à Mayotte, où le taux de pauvreté est cinq fois supérieur à celui de l'Hexagone, État, Conseil départemental et TotalEnergies Mayotte ont annoncé jeudi que leur travail commun avait abouti à une baisse du prix de l'essence à la pompe de 52 centimes (7,4 centimes d'euro par litre grâce au Conseil départemental, 25 cts/L par l'État et 20 cts/L par TotalEnergies jusqu'au 31 octobre).

### Réguler les prix en outre-mer

Le département fait un effort de 1,2 million d'euros sur trois mois à travers l'octroi de mer, a précisé son président Ben Issa Ousseni (LR). « Aujourd'hui c'est le carburant mais nous continuons à travailler sur d'autres produits de première nécessité ici », a indiqué Ben Issa Ousseni, appelant la société gestionnaire du port et les distributeurs de l'île à se joindre à ce mouvement et « contribuer à l'effort sur les prix dans le territoire ». Le préfet Thierry Suquet a lui rappelé la signature du Bouclier qualité prix (BQP) lors de la venue du ministre délégué aux Outre-mer Jean-François Carencou sur le territoire le 22 août. Mis en place en 2012, le BQP est un dispositif de régulation des hausses des prix de certains produits de première nécessité, spécifique aux outre-mer. À l'initiative du ministre, « nous avons donc engagé une démarche de réflexion autour de BQP + », avec l'idée « d'introduire dans le BQP une démarche qualitative, lisible », et l'objectif de le signer « pour la fin du mois de septembre », a précisé le préfet.

20 minutes

## Renvoi d'un lanceur d'alerte

# Une banque condamnée à verser 22 millions de dollars

Le vice-gouverneur républicain du Texas offre 1 million de dollars aux personnes qui fourniraient des preuves sur la présumée fraude électorale lors de l'élection présidentielle américaine. Une agence américaine a ordonné jeudi à la banque Wells Fargo de verser 22 millions de dollars à un ancien employé qui avait à plusieurs reprises émis des préoccupations sur certains agissements au sein de l'établissement, avant d'être licencié. L'agence sur la

santé et la sécurité au travail (OSHA) a estimé que son licenciement, en 2019, enfreignait la loi protégeant les lanceurs d'alerte et qu'il devait recevoir par conséquent une compensation pour les salaires, bonus et avantages perdus, ainsi que des dédommagements. Ce cadre « avait exprimé à plusieurs reprises des préoccupations aux responsables de sa zone et aux responsables en charge de l'éthique sur des agissements qui, selon lui, violaient les lois sur la finance », a détaillé OSHA

dans un communiqué.

### La banque va faire appel

Wells Fargo a, après son départ, justifié son renvoi par une restructuration, mais les enquêteurs d'OSHA ont déterminé que les autres cadres de la zone n'avaient pas été traités de la même façon. La banque réfute les conclusions de l'agence et va faire appel auprès d'un juge administratif, a indiqué un porte-parole.

20 minutes

## Echanges commerciaux

# La Côte d'Ivoire a été le premier importateur africain d'oignons hollandais en 2021



En Côte d'Ivoire, l'oignon est l'un des produits horticoles les plus consommés. Dans le pays, la demande galopante alimente la croissance des importations sur le marché mondial. En Côte d'Ivoire, les achats d'oignons en provenance des Pays-Bas se sont élevés à 189 012 tonnes en 2021. C'est ce qu'indiquent les données de l'Association hollandaise d'oignons publiées vers la fin du mois d'août. Ce volume des importations est en hausse de 26 %, soit 37 641 tonnes par rapport au stock de la saison précédente. Avec cette dynamique, la Côte d'Ivoire supprime le Sénégal (175 898 tonnes) et devient la première destination africaine pour l'oignon néerlandais. Cette recrudescence des achats de la nation éburnéenne s'explique principalement par la hausse constante de la consommation du bulbe sur fond de faiblesse de l'offre locale. Dans la première économie de l'UEMOA, la production ne satisfait que moins de 10 % de la demande des ménages, mais aussi du secteur de la restauration hors domicile où le bulbe est présent dans les mets les plus courants. Profitant des difficultés de la filière locale et jouissant de plusieurs avantages comme sa disponibilité sous forme fraîche tout au long de saison contrairement à l'oignon en provenance du Niger et du Burkina (disponible entre janvier et août), l'oignon néerlandais a rapidement conquis le marché ivoirien depuis une décennie. Les Pays-Bas sont ainsi le principal fournisseur d'oignons à la Côte d'Ivoire où le produit est dans le top 10 des denrées agricoles les plus importées aux côtés du riz et du blé. Plus largement, il faut noter que la situation de la Côte d'Ivoire reflète l'importance croissante du continent africain pour la filière hollandaise. L'Afrique absorbe désormais plus de la moitié des ventes d'oignons du pays d'Europe et abrite 6 des 10 principaux acheteurs du produit. Il s'agit par ordre d'importance outre la Côte d'Ivoire et le Sénégal, de la Guinée, de la Mauritanie, du Mali et de la Gambie. Pour rappel, en Côte d'Ivoire, l'oignon est cultivé principalement dans des bassins de production situés au Nord que sont Tingrela, Odienné et Korhogo. La consommation du bulbe par habitant est comprise entre 3 et 5 kg par an selon les données de la FAO.

Marché de l'UMOA

## Marché de l'UMOA

# L'État annonce avoir levé 314 millions \$ pour financer des projets

Plus d'un mois après la fin des sanctions économiques et financières prononcées par la CEDEAO et l'UEMOA, le Mali est de nouveau actif sur le marché financier régional. En août, Bamako a lancé une opération d'emprunt obligataire de 200 milliards FCFA, qui a enregistré une souscription de 104%. L'État malien a levé 314 millions \$ (207,5 milliards FCFA) sur le marché de l'UMOA. L'annonce a été faite le vendredi 02



septembre 2022 par les autorités maliennes via un communiqué publié par le ministère de l'Économie et des Finances. Selon les autorités, les fonds ont été mobilisés grâce à un emprunt obligataire par appel public à l'épargne. Lancée le 15 août 2022, l'opération qui portait sur un montant initial de 200 milliards FCFA (305 millions \$) a enregistré une souscription de 104%. « L'opération a été réalisée par la SGI Mali, arrangeur et chef de file du syndicat de placement, avec comme co-chefs de file : SGI Tigo, Global Capital et CIFA Bourse » précise le communiqué du ministère. Cette nouvelle opération est intervenue un mois après que Bamako a été autorisé à revenir sur le marché des titres publics de l'UEMOA, conformément à la décision de levée des sanctions imposées au pays par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'UEMOA. Le 12 août dernier, le pays avait également annoncé l'apurement de l'intégralité des impayés de sa dette. Grâce aux nouveaux fonds, les autorités maliennes espèrent financer des projets « structurants de développement économique et social du Mali ». L'opération d'emprunt a été réalisée à un taux de 6,20% pour une maturité de 10 ans.

## Economie

# Le Rwanda espère plus que doubler ses revenus touristiques, d'ici la fin de l'année

En 2021, les recettes touristiques du Rwanda s'élevaient à 164 millions \$. Rien que pour les six premiers mois de l'année 2022, ce chiffre s'élève déjà à 168 millions \$, selon la Rwanda Development Board. Le Rwanda espère enregistrer en 2022, plus du double des revenus touristiques qu'il a enregistrés l'année dernière. L'annonce a été faite par Ariella Kageruka, responsable du département du tourisme et de la conservation au Rwanda Development Board (RDB), citée par le New Times. D'après elle, le Rwanda pourrait enregistrer 360 millions \$ de recettes touristiques, d'ici la fin de l'année contre 164 millions \$ en 2021. Cette perspective est motivée par les performances déjà enregistrées par le secteur depuis le début de l'année, dans un contexte de relance économique post-covid. « Le taux de récupération du secteur du tourisme qui a été durement touché par la covid-19 est de 80 %, avec des recettes s'élevant à 168 millions de dollars, de janvier à juin de cette année », note Mme Kageruka. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre sur les six prochains mois. Après la pandémie, le Rwanda qui avait dû brutalement arrêter ses activités touristiques a décidé de réformer le secteur en y accélérant la digitalisation et en misant sur le tourisme intérieur.

Ecofin du 04 Septembre 2022



<b>BRVM 10</b>	<b>162,50</b>
Variation Jour	↓ -0,75 %
Variation annuelle	↑ 5,86 %



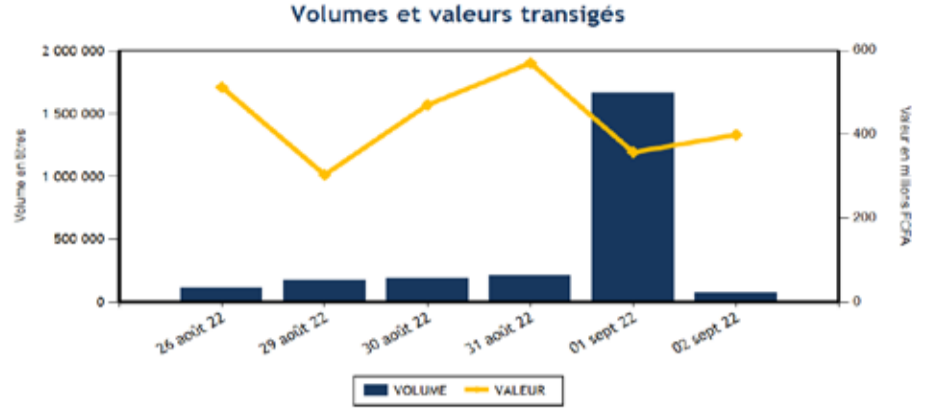
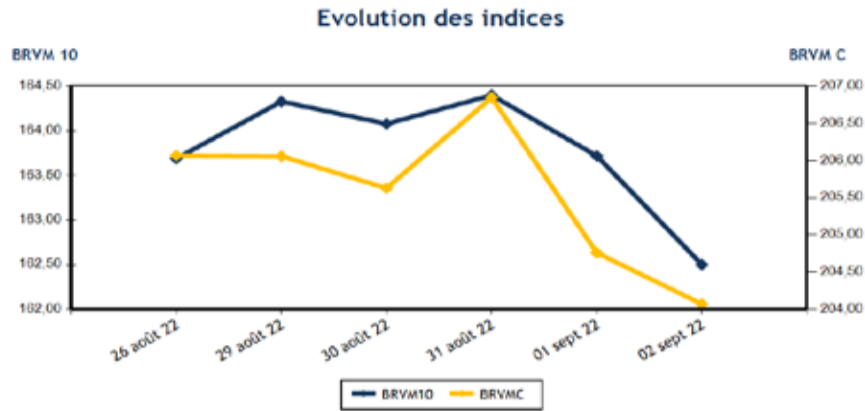
# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 168

vendredi 2 septembre 2022

Site : www.brvm.org

<b>BRVM Composite</b>	<b>204,07</b>
Variation Jour	↓ -0,34 %
Variation annuelle	↑ 0,88 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 143 001 879 071	-0,34 %
Volume échangé (Actions & Droits)	70 781	-95,74 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	384 902 650	12,81 %
Nombre de titres transigés	40	-9,09 %
Nombre de titres en hausse	11	22,22 %
Nombre de titres en baisse	17	-32,00 %
Nombre de titres inchangés	12	20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 192 582 988 940	-0,08 %
Volume échangé	1 427	-13,20 %
Valeur transigée (FCFA)	14 317 900	-12,83 %
Nombre de titres transigés	12	100,00 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	5	400,00 %
Nombre de titres inchangés	4	0,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	107 500	7,50 %	-31,09 %
SICOR CI (SICC)	7 230	7,27 %	41,21 %
SETAO CI (STAC)	1 470	3,52 %	101,37 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 550	3,33 %	4,38 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	840	2,44 %	-2,33 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	750	-6,25 %	-16,20 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	18	-5,26 %	0,00 %
BICI CI (BICC)	6 500	-4,27 %	-12,16 %
PALM CI (PALC)	10 765	-2,97 %	54,01 %
NESTLE CI (NTLC)	6 700	-2,83 %	45,49 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	99,45	1,28 %	-9,68 %	1 610	5 283 615	26,01
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	472,27	-0,10 %	5,22 %	24 854	305 065 025	9,32
BRVM - FINANCES	15	77,31	-0,88 %	0,23 %	35 086	33 606 060	7,50
BRVM - TRANSPORT	2	428,81	0,00 %	-31,07 %	139	244 020	6,87
BRVM - AGRICULTURE	5	305,04	-1,16 %	25,37 %	4 496	35 589 775	5,98
BRVM - DISTRIBUTION	7	376,60	0,16 %	-7,57 %	4 595	5 112 685	28,36
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 813,81	3,52 %	101,37 %	1	1 470	17,65
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,10	
Taux de rendement moyen du marché	7,32	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,09	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 115 136,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 595 392 865,98	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,38	
Ratio moyen de satisfaction	6,77	
Ratio moyen de tendance	491,87	
Ratio moyen de couverture	20,33	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,45	
Nombre de SGI participantes	25	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**SGI BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@agi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgjbs@biic-financialservices.com



## AFRIQUE CONSEIL

Société de Recherches, d'Etudes,  
de Conseil et de Formation en  
Marketing et Management

**DEPUIS 1988, AU SERVICE DU  
DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,  
ORGANISMES ET INSTITUTIONS**

### NOS PRODUITS

- Externalisation de la Gestion de Paie
- Portage Salarial de Profils Qualifiés
- Gestion et Mise à disposition de Personnel
- Recrutement
- Formalités d'Expatriation
- Formation
- Accompagnement et Coaching
- Etude Socio-Economiques et Sondage
- Etudes Marketing
- Audit Organisationel et Qualité
- Audit et plan Stratégique
- Audit et Management des Ressources Humaines
- Assistance au Pilotage et à la Gestion des Projets
- Aide à la Créativité et à l'Innovation
- Knowledge Management
- Création et Développement d'Entreprises

#### BENIN

634 Avenue Van Vollen Hoven,  
Carré 163 01 BP 919 Cotonou Bénin  
Tél: +229 90921753 / 21313975  
courrier@afriqueconseil.com  
afriqueconseil@gmail.com

#### NIGER

Tél: 227 93757488  
Bureau Groupe SKM-Centre  
de certification ICDL en face de  
l'école de l'amitié Nigéro-Turque  
Niamey, Niger

[www.afriqueconseil.com](http://www.afriqueconseil.com)



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	<a href="https://unfccc.int/fr/ACW2022">https://unfccc.int/fr/ACW2022</a>
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	<a href="https://gitex.com/">https://gitex.com/</a>
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	<a href="https://www.cosmetic-360.com/">https://www.cosmetic-360.com/</a>
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Ethiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Prudence ! Prudence ! Méfiez-vous d'un piège qu'on pourrait vous tendre, d'une promesse ou d'un engagement qu'on pourrait vous extorquer, entraînant des pertes d'argent considérables. Soyez économe et surtout ne financez pas une entreprise aventureuse. Abstenez-vous de misez gros aux jeux de hasard, car il ne semble pas que vous soyez très favorisé aujourd'hui.

**Taureau** Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

**Gémeaux** Les astres vous mettront en garde en matière d'argent. Ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Ne faites pas non plus des mises importantes dans des jeux de hasard, car vos chances de gagner seront minimales. D'autre part, refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

**Cancer** Vous investirez peut-être dans une affaire qui ne sera pas immédiatement rentable. Quoi qu'il en soit, ne vous laissez pas rouler dans la farine par des gens plus téméraires ou plus machiavéliques que vous. Votre point fort, ce sera de tout prévoir. Vous serez très en verve, et toutes les professions où l'on doit argumenter et persuader seront favorisées.

**Lion** Il y aura un écueil dans le climat astral qui va s'instaurer aujourd'hui. Il s'agira d'une tendance à croire que l'argent seul peut procurer le bonheur et qu'il suffit d'avoir de l'argent pour être heureux. Certes, l'argent peut donner un certain confort matériel et certaines facilités, mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont même allergiques à l'argent.

**Vierge** Cette configuration de Saturne vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs.

**Balance** Malgré vos irrésistibles envies de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque !

**Scorpion** Bonjour les soucis d'argent ! Après une période faste, vous vous retrouverez à nouveau face à des problèmes pécuniaires. Cependant, en vous imposant des mesures d'économie draconiennes, vous limiterez les dégâts.

**Sagittaire** Une chance spéculative pourra vous aider à remonter le courant, mais vous devrez agir calmement, sans aucune précipitation et ne tabler qu'à coup sûr. A propos, il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus).

**Capricorne** Sur le plan matériel, les soucis vous seront épargnés. Il est vrai que vous saurez gérer votre budget avec beaucoup d'habileté, et régler efficacement les problèmes concrets. Et puis, vous n'hésitez pas à vous lancer dans des opérations financières audacieuses, tout en évitant de prendre des risques excessifs. Vous obtiendrez de beaux succès.

**Verseau** Un petit coup de chance est possible aujourd'hui. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Ne vous attendez pas à gagner le gros lot au Loto, mais vous pourrez tout de même avoir une bonne surprise : par exemple voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

**Poissons** Si vous persistez à jeter l'argent par les fenêtres, vous allez bientôt devoir tirer le diable par la queue, et il vous en cuira ! Allons, faites preuve d'économie pour vous éviter bien des soucis inutiles.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI  
Félicienne HOUËSSOU  
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Hubert DOSSOU  
Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)  
Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto  
(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)  
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO  
(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)



## August 2022 Economic Developments in the WAEMU

## The Construction Sector in Benin Making Progress

The August 2022 economic situation note of the Central Bank of West African States (BCEAO) indicates that activities in the construction sector have improved in Benin.

(+7.3 points), this is the rate of improvement in the construction sector according to the BCEAO's August 2022 economic situation note. According to the report, in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), data from the June 2022 survey of entrepreneurs indicate an improvement in the construction sector activities. The difference in the activity index in construction compared to the long-term average (100) has remained positive, standing at +5.4 points as in the previous month. By country, an improvement in construction activity was noted in Senegal (+19.9 points), Benin (+7.3 points), Côte d'Ivoire (+6.7 points) and Guinea-Bissau (+5.9 points). On the other hand, a decline in activity was observed in Togo (-3.6 points), Burkina Faso (-3.0



points), Mali (-2.0 points) and Niger (-0.9 points). It should be noted that the indicators of the internal economic situation at the end of June 2022 show an improvement of the economic activity. On a year-over-year basis, industrial production increased by 4.0% and retail turnover increased by 11.0%. In addition, market and financial services delivery registe-

red increases of 10.5% and 11.7% respectively, after increases of 12.1% and 11.6% the previous month. In the construction sector, the survey of entrepreneurs shows that the activity has continued to improve, due in particular to the conduct of major projects for the construction of socio-economic infrastructure in certain WAEMU countries.

## Bénirail

## Collective Dismissal Of 394 Railway Workers

Some new unemployed people in Benin again. Bénirail has dismissed 394 railway workers still in office to date. A group that joins Benin's long list of unemployed and laid-off people.

After the termination of the Benin-Niger railway line construction Agreement signed on 22 July 2022 in Niamey, it is the turn of the employees of Bénirail to begin their dark phase. The company terminated the contract of 394 railway workers, collectively dismissed. Already, the Council of Ministers of 3 August 2022, in its final communiqué, set the tone: "Due to the major difficulties that have hindered the implementation of these Contracts and Agreements, Benin and Niger have undertaken discussions with the partner, the Bolloré group, with a view to concluding a conventional termination protocol," they said. However, the protocol



that terminates the Benin-Niger rail project provided in particular for the implementation, by the Bolloré group, of a social plan for the benefit of 395 employees in Benin, on the basis of the last year of gross salary and in compliance with the texts in force. This means that the dismissed

staff could benefit from support. The dismissed railway workers, however, have extended the list of the unemployed in the country, after the workers of the Agence Bénin Presse (ABP), Infosec, Sonacop, Conseil National des Chargeurs du Bénin (CNCB) and others.

## West Africa

## Towards the establishment of a Regional Maritime Bank By the end of November

The Regional Maritime Development Bank (RMDB), initiated in 1999 by the Maritime Organization of West and Central Africa (MOWCA), will soon be operational. In a statement issued last Wednesday, Nigerian Transport Minister Muazu Sambo expressed optimism that within 90 days, his ministry will get housing to allow the take-off of this project dear to coastal countries in the region.

The process is well advanced for the establishment of the RMDB. The bank's Charter is drawn up. According to the texts governing its operation, the project must meet the approval of at least 8 Member States. "Eight countries have signed the Charter as required by the document establishing the bank. Two weeks ago, the DRC also signed, making it nine countries. One above the threshold is required for the establishment of the law," said Muazu Sambo, when he received at the Ministry the Secretary General of the Maritime Organization of West and Central Africa (MOWCA), Dr. Paul Adalikwu. "When I came back here, I immediately realized that the Regional Maritime Bank is one of the lowest achievement we can make in a very short time. Actually, 90 days is too long. I have observed that all the efforts



to obtain housing through the Central Bank of Nigeria have yielded no results. So I will approach the Attorney General of the Federation to see if any of the confiscated property can be attributed to the bank," said Muazu Sambo. According to the Secretary General of the MOWCA, the idea of RMDB was conceived 11 years ago with the aim of

facilitating loans at single-digit interest rates to give the main players in the sector room to manoeuvre and allow them to compete favourably with their international counterparts. "The organizational chart of RMDB as adopted by the members of the Board has the positions of President of the organization, Secretary General and a seat on the

Board of Directors transferred to Nigeria. Cameroon must choose the first vice-president and Côte d'Ivoire the second vice-president, while other member countries must provide members to the Board of Directors of the maritime bank," he said.

Moreover, the permanent secretary of the Ministry,

Magdalene Ajani, has put on the table the bill to pass the law on the suppression of piracy and other maritime offences (SPOMO). This law would enable the prosecution of piracy cases in the MOWCA subregion, regardless of where the crime was committed. As a reminder, the MOWCA, created in 1975, aims at harmonizing the policies and

strategies of the Member States in the field of maritime transport, ports, safety of maritime navigation and protection of the marine environment. The MOWCA has 25 member states, including 20 countries with coastlines from Mauritania to Angola, and 5 landlocked countries: Central African Republic, Burkina Faso, Mali, Niger and Chad.

Adapted and Translated from French into English by:

LMS TEAM

[www.lmsgroupafrica.com](http://www.lmsgroupafrica.com)

References:

<https://leconomistebenin.com/2022/09/01/afrique-de-louest-vers-linstallation-dune-banque-maritime-regionale-dici-fin-novembre/>  
<https://leconomistebenin.com/2022/09/01/benirail-licenciement-collectif-de-394-cheminots/>  
<https://leconomistebenin.com/2022/09/01/endeplit-de-la-conjoncture-economique-daout-2022-dans-luemoa-le-secteur-des-btp-au-benin-fait-des-progres/>



## Education

### Le projet SWEDD-Bénin forme 1.200 adolescentes et filles jeunes déscolarisées

Le Gouvernement du Bénin poursuit la mise en œuvre du volet social de son programme d'actions 2021-2026. À travers, le sous-projet « Autonomisation des filles et des femmes » du projet pour l'autonomisation des Femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD), le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance a mis en formation aux métiers porteurs, mille deux cent (1.200) adolescentes et jeunes filles déscolarisées sélectionnées dans les douze (12) départements du Bénin.

Le lancement officiel de cette activité s'est déroulé le jeudi 1er septembre 2022 à la Maison des jeunes de Djakotomey, dans le département du Couffo, sous les auspices de Madame Véronique TOGNIFODÉ, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance.

Cette cérémonie a connu la présence de tous les Préfets des départements concernés, les responsables du projet SWEDD Bénin ; des Maires et élus locaux ; les responsables de l'ONG Plan Bénin, des bénéficiaires et plusieurs autres personnalités.

À Djakotomey, sept cent (700) adolescentes et jeunes filles ont été mises en formation pour le compte des sept (07) départements de la zone Sud du Bénin. Mais le mardi 30 août 2022 à Tchaourou, dans le département du Borgou, ce fut l'étape de la zone nord avec cinq cent adolescentes et jeunes filles. Plusieurs branches de formation ont été offertes aux filles bénéficiaires. Il s'agit de l'installation et la maintenance des panneaux solaires ; la peinture bâtiment, la sérigraphie, la réparation de té-



léphones portables et l'élevage de petits ruminants et volailles.

Dans son discours de lancement officiel à Djakotomey, la Ministre Véronique TOGNIFODÉ a indiqué qu'« au Bénin, le Président Patrice TALON, active les leviers essentiels dans tous les secteurs pour résorber de manière structurée et pérenne le problème de l'emploi ».

En adoptant en mars 2020 en Conseil des Ministres, la Politique Nationale de l'Emploi 2020-2025, le Gouvernement vise en substance, qu'à l'horizon 2025, la majorité des Béninois en âge de travailler dispose d'un emploi susceptible de leur procurer un revenu permettant de satisfaire leurs besoins vitaux et leur

bien-être intégral. Et l'un des objectifs stratégiques de cette Politique est, selon la Ministre, « d'améliorer l'accès, entre autres, des déscolarisés à des formations initiales qualifiantes de courte durée, pour satisfaire les besoins immédiats du marché ». C'est donc dans le cadre des actions à mener pour atteindre cet objectif que le projet SWEDD a prévu cette activité qui couvre tout le territoire national, a-t-elle précisé.

Cette activité, faut-il le préciser encore, s'inscrit dans la même logique que les premières actions du projet SWEDD et vise à atteindre les objectifs du sous-Projet « Autonomisation des filles et des femmes ». Avant de finir son discours, la Ministre TOGNIFODÉ a rappelé qu'à l'avènement du projet SWEDD, le Gouvernement avait insisté, que les actions relatives à l'autonomisation des filles et des femmes, soient orientées et concentrées sur la formation professionnelle des filles afin de leur permettre d'avoir les capacités et attitudes nécessaires à l'auto-emploi et à l'autosuffisance. À cet effet, elle a appelé l'attention de tous sur cette grande opportunité offerte aux filles et qu'il faut saisir en jouant, chacun, sa partition.

Elle a, pour finir, exprimé au nom du Gouvernement, sa gratitude aux Partenaires Techniques et Financiers, notamment, la Banque Mondiale, l'UNFPA et tous les autres, qui accompagnent le Bénin dans cette noble entreprise de succès. Une attention particulière a été portée au Consortium Plan International Bénin pour la conduite des actions de ce sous-projet.

Source externe



## Fintech africaines

### Les chiffres d'affaires octuplés d'ici 2025, selon McKinsey

En pleine expansion sur le continent africain, le numérique devrait permettre aux fintech africaines de multiplier par huit (08) leurs chiffres d'affaires selon un rapport du cabinet de conseil en stratégie McKinsey & Co.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Dans un continent où tout paraît en chantier, le numérique se révèle être une véritable manne financière pour les Fintech ou startups qui s'y investissent. Selon le nouveau rapport du cabinet de conseil en stratégie McKinsey & Co intitulé « Fintech en Afrique : la fin du commencement » (Fintech in Africa : The end of the beginning), le chiffre d'affaires cumulé des sociétés de technologie financière (fintech) africaines devrait atteindre 30,3 milliards de dollars, d'ici 2025, soit huit fois plus qu'en 2020 (3,8 milliards de dollars), grâce notamment à l'amélioration de l'accès à Internet et au faible taux de bancarisation sur le continent. D'après ce rapport qui souligne que le nombre de start-up en Afrique a triplé entre 2020 et 2021, pour atteindre environ 5200 jeunes pousses, l'essor des fintech a été alimenté ces dernières années par l'augmentation du taux de pénétration des smartphones, la baisse des prix de la connexion Internet, la forte proportion des jeunes au sein de la population générale et la hausse de l'urbanisation sur le continent. Près de 50% de ces start-up sont des fintech qui desservent le secteur des services financiers avec leurs solutions innovantes. Ces nouveaux acteurs très agiles de la finance ont déjà fait des percées significatives sur le marché, avec des revenus estimés à près de 4 milliards de dollars en 2020. « La fintech africaine est en train d'émerger comme un foyer d'investis-



issement, avec une proportion de financements et une taille moyenne qui ont augmenté durant l'année écoulée, apportant des emplois et de la croissance aux économies africaines. Et l'histoire ne fait que commencer », avance l'étude.

#### Des défis

D'après le rapport, au cours des années à venir, bien d'autres secteurs restent à investir par les services numériques, quand on sait que le chiffre d'affaires global du secteur des services financiers en Afrique devrait passer de 150 milliards de dollars en 2020 à 230 milliards de dollars en 2025. Dans un contexte où le taux de bancarisation demeure assez faible sur le continent, avec environ deux tiers des Africains qui ne disposent pas d'un compte bancaire ou d'un accès complet aux services financiers, d'énormes opportunités restent à saisir par les acteurs de la fintech qui apportent d'ores et déjà une valeur significative à leurs clients. Les solutions transactionnelles dévelop-

pées par ces jeunes pousses sont en effet jusqu'à 80 % moins chères que celles fournies par les acteurs traditionnels du secteur financier, alors que les intérêts sur l'épargne sont jusqu'à trois fois plus élevés. Les coûts des transferts de fonds sont, quant à eux, jusqu'à six fois moins élevés que ceux offerts par les banques et autres sociétés spécialisées. Le cabinet McKinsey & Co estime cependant que le bouillonnant secteur de la fintech en Afrique n'a cependant jusqu'ici produit qu'une poignée de licornes, des start-up valorisées à un milliard de dollars, ce qui suggère que beaucoup reste à faire pour créer les conditions nécessaires à la libération du potentiel du secteur. Les défis majeurs auxquels les jeunes startups sont confrontés, selon le cabinet sont : atteindre la « scalabilité » (la capacité pour une start-up à développer massivement le volume de son activité afin de réaliser des économies d'échelle); naviguer dans un environnement réglementaire incertain ; gérer la pénurie des financements et des talents ; et établir des bases solides de gouvernance d'entreprise.

## Collectivités territoriale

### Djougou ouvre le débat d'orientation budgétaire a eu lieu

Conformément aux dispositions de l'article 68 de la loi n°2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'administration territoriale en République du Bénin, les élus communaux ont tenu le débat d'orientation budgétaire ce vendredi 2 septembre 2022 à la salle des délibérations en prélude à l'élaboration du budget primitif exercice 2023. A l'ouverture des travaux, le Président du conseil communal, a précisé que désormais les choses ne se passeront plus comme par le passé où c'est chaque année que le conseil communal va adopter son budget, les grandes orientations sont faites pour qu'au fil des années les améliorations puissent être apportées au document. Cela constitue donc une boussole pour la commune

jusqu'en 2025. Le Maire Abdoul Malik Séibou a souhaité que les élus s'investissent pour que les aspirations des populations se retrouvent dans le document final. Car, a-t-il martelé, la finalité de la mission des élus, est la satisfaction des besoins des populations et le développement et l'attractivité de la Commune afin d'attirer les investisseurs. Au cours des travaux, les élus ont eu droit à plusieurs communications présentées respectivement par la secrétaire exécutive Vidémé Cornélie Zinsi, le responsable du développement local et de la planification Théoubi Armand et le responsable des affaires administratives et financières Hounsinou Ange Félix. Plusieurs indicateurs ont

été expliqués aux élus communaux. Il s'agit du contexte national et communal, l'évolution des recettes et dépenses communales sur les cinq dernières années, la situation d'exécution du budget au 30 juin 2022, la situation de la dette communale et les perspectives économiques et financières. Au terme des débats enrichissants, les respectables conseillers ont apporté leurs contributions pour enrichir le document. A la clôture de la séance, le Maire Abdoul Malik Séibou, a exhorté tous les élus à travailler à diminuer les risques de pauvreté pour les populations. « Nous avons une responsabilité historique essayons de la remplir », a-t-il conclu.

Emmanuel Akakpo  
(Br Atacora-Donga)



# Fonds de Garantie Automobile du Bénin

**DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?**

- L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.
- L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.
- La victime est blessée ou décédée.
- L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.
- L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.

**FGA**  
BENIN



*Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.*

*Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73*



ARESS

**Avec ARESS,  
vivez l'Énergie,  
l'Énergie de Qualité  
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS



ARESS

(+ 229) 96 63 96 82